

ARCAL STRASBORG-Nord



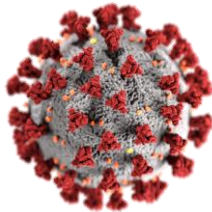
Café Philo

Stg.-Nord

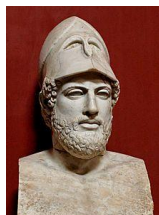
NORD



**Le médecin,
L'homme politique, l'orateur, le
Philosophe et le virus**



Covid 19



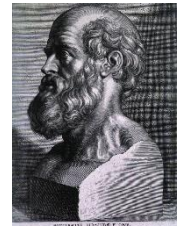
Périclès



Démosthène



Platon



Hippocrate

La Peste de Camus n'a jamais été aussi lu que ces temps-ci. La singularité des grandes oeuvres est de montrer que la "pensée des morts" nous précède, et que face à un nouveau danger nous ne sommes pas seuls. Ce roman, en effet, n'est pas simplement une réflexion coulée dans un récit. Il présente une manière de sociologie d'une ville algérienne, Oran, bouleversée par une épidémie : premiers indices de la maladie, incrédulité initiale, prise au sérieux du danger, peurs collectives, luttes contre l'épidémie, affrontement de la mort, regards croisés sur la signification du fléau, révolte contre le scandale... La séquence narrative montre que toute épidémie met une société à plat : elle la dénude, la pétrit, en révèle les tréfonds, et l'abandonne à la possibilité de son relèvement. Sur tous les plans, se débarrasser du mal est une rude épreuve. Heureux est-on si l'on sait tirer les leçons du drame.

Nos leçons à nous sont encore à tirer. Mais à la différence du roman de Camus, le fléau actuel a touché l'ensemble de la planète et affecte lourdement son économie, et la relative autarcie d'Oran n'a rien de comparable avec l'économie mondialisée. De plus, en regard des secousses que nous avons vécues et l'essaim d'accusations souvent contradictoires qu'elles ont provoquées, la nature et les enjeux des conflits de notre époque appellent des réflexions, des comportements et des choix d'action qu'il importe de promouvoir. C'est un ensemble de réflexions sur les réalités vécues, la consistance des critiques entendues et le type d'esprit sous lequel placer l'action, que ces lignes se proposent de présenter.

*

**

Depuis 1945, le plus grave danger qui planait sur le monde était la déflagration nucléaire. Il a finalement connu la conflagration d'un virus inédit. Si le feu nucléaire est immédiat et irréparable, la pandémie de la Covid19 est plus lente, et *a priori* guérissable. Dans les deux cas, le danger résulte d'un infiniment petit (l'atome, le virus). Mais si le danger de l'atome vient de l'homme, celui du virus vient de la nature.

Ce qui a frappé tout le monde, c'est le caractère spectaculaire de l'ébranlement planétaire, au point qu'on l'a parfois comparé à un "état de guerre". Prise à la lettre, l'expression a choqué, car un virus agit selon sa nature sans intention négative contre quiconque. Mais si on entend cette formule comme une métaphore, elle a sa pertinence, car, dans ses effets, la guerre

- actualise brutalement le risque de la mort ;
- bouleverse le quotidien psychologiquement, socialement et économiquement ;
- réclame un commandement ferme et avisé, appuyé sur un consensus suffisant pour organiser la riposte et gagner le combat.

*

L'actualisation du risque de mort

Pour la première fois depuis longtemps (le SIDA mis à part), l'humanité s'est retrouvée nue et désarmée devant une pandémie. Se communiquant par toucher ou environnement rapproché, la Covid19 peut rapidement affecter n'importe qui. Tout le monde a donc dû improviser. Que pouvait-on faire ? Continuer à produire, vendre, acheter et consommer comme si de rien n'était ? C'est oublier qu'il faut des vivants pour faire fonctionner le circuit, et des vivants qui ne se contaminent pas les uns les autres. Simple bon sens et instinct de survie. Rien de dicté par de grandes puissances financières.

Les réactions des Etats ont été diverses et opposées : scepticisme initial puis affrontement du problème dans la plupart des pays européens ; déni initial puis changement de cap en Grande Bretagne, et à un degré nettement moindre aux Etats-Unis ; déni obstiné au Brésil. Jusqu'à l'apparition de cette crise, le savoir médical apparaissait comme le garant de la santé. Il diminuait la peur de la maladie jusqu'à faire reculer l'horizon de la mort. Une vaccination suffisait - un geste simple, presque banal. Mais face à l'irruption d'un virus aveugle par nature aux différences de classe, de sexe, de fortune, de convictions politiques ou religieuses, tout le monde s'est senti menacé. Le souvenir, même flou, des grandes pestes du Moyen Age et de la grippe espagnole de 1918 a ravivé l'angoisse d'un danger dont nul ne pouvait prévoir les dégâts ni la fin. Nous avons beau savoir que nous mourrons un jour, nous l'espérons toujours aux calendes grecques... La Covid19 a réactualisé une mort "à portée de main".

Le fait brut de mourir, refoulé (recherché ?) dans le culte de records casse-cou ou dans l'addiction au travail, au sexe, à l'alcool ou à la drogue, cette mort avec laquelle on cherche parfois aussi à ruser, en s'adonnant par exemple aux délices des jeux virtuels, dans le désir un peu vénéneux de la vaincre

ou plutôt de la conjurer, voilà que cette mort pouvait être au bas de la porte. On avait beau se rassurer en se disant qu'il y avait des populations à risques, nul n'était certain d'y échapper, encore moins d'en réchapper. D'où l'angoisse diffuse d'être confronté à sa propre fin et à celle des siens. Dans la période du confinement, bien des gens ont enterré des proches - et lorsque ceux-ci vivaient en EHPAD, souvent sans plus pouvoir les revoir, les toucher, leur parler. Traumatisme de la séparation froide. Ce ne sont pas seulement des corps qu'on enterre, mais des parts de soi-même, des pans de vie, dont la seule stricte application de mesures juridico-administratives ne peut suffire à faire le deuil. Lorsqu'on réalise qu'on peut bientôt mourir, presque toujours sautent aux yeux la conscience de ce qu'on a vécu, ses bonheurs, ses échecs, l'amour qu'on n'a pas su ou pu donner, celui qu'on n'a pas pu ou su recevoir... Pas étonnant qu'on cherche à reculer la mort le plus loin possible.

Outre le rapport à la mort, l'analogie avec la guerre se vérifie aussi dans le fait qu'aux heures décisives de la pandémie, la principale ligne de défense a été le front hospitalier. Sans aller jusqu'à parler de "Bataille de la Marne", nul n'oubliera la période où le sort du pays s'est joué dans la capacité du personnel soignant à endiguer l'arrivée massive des patients gravement atteints. Si le front cédait, toute la digue pouvait sauter. D'où la ferveur des applaudissements spontanés du 20h, qui ont exprimé la reconnaissance des vivants envers un effort d'autant plus admirable qu'il s'effectuait avec peu de moyens. Jusqu'à la décrue de la vague, cette reconnaissance a même revêtu l'allure d'un rite propitiatoire. Au personnel soignant, il faut d'ailleurs ajouter les éboueurs, les enseignants, la police, etc., tous ces corps de métiers dont on a finalement assez peu parlé, et qui ont assuré le fonctionnement minimal du pays. Enfin, et ce n'est pas le moindre, ce combat a eu ses héros - et d'abord ce même personnel soignant qui s'est révélé si présent, efficace, courageux, d'autant plus héroïque qu'il a refusé le mot avec la modestie des vrais héros... Il y a même eu des "dieux" de quelques jours, sacrifiés par un public que le désarroi menait à faire flèche de tout bois - dieux partiellement déstabilisés (cas du Professeur Raoult) dans les polémiques qui ont suivi.

Bouleversements psychologiques

Spectre du sacrifice / relativisation des engouements

Il y a eu plus grave : du fait du manque de places dans les hôpitaux et de la pénurie des outils médicaux (masques, respirateurs, etc.), du fait aussi que seul un rideau de soignants supportait la déferlante, le risque est brusquement apparu de voir des médecins faire un tri parmi les patients (situation typique de la médecine de guerre), c'est-à-dire de *devoir en sacrifier quelques-uns*. Le sacrifice... Spectre antique dont on se croyait débarrassé grâce au progrès technique, sous le signe des valeurs démocratiques. Cette peur était d'autant plus glaçante qu'il ne s'agissait pas du sacrifice de *soi*, mais du sacrifice de *l'autre*, comme l'évoque la chanson de notre enfance *Il était un petit navire*, où un équipage aux abois choisit à "la courte paille" celui qui sera mangé - et comme chacun sait, ce sera le mousse... Impensable pour la sensibilité moderne. Or, comme le disait le philosophe Vladimir Jankélévitch, *lorsque l'impossible au nécessaire se joint, surgit la tragédie*. La tragédie, autre spectre antique dont la modernité pensait avoir triomphé... Comment ne pas être déphasé ? Rien de plus anxiogène que de s'apercevoir qu'on peut être acculé à cette extrémité. Mais alors que vaut, se dit-on soudain, la fierté d'être moderne ? A quoi bon le soulagement d'être protégé par des lois, des assurances, des techniques ? Il y a peu, encore, on frétillait à l'idée de se lancer dans la conquête de Mars, on se laissait griser par les perspectives d'immortalité du discours transhumaniste. Ivresse de toute-puissance... Et voilà qu'à l'échelle d'une pandémie immaîtrisable, ces alléchantes promesses se révèlent dérisoires. En fait, on découvrait qu'on était assis sur les épaules d'un géant : la Techno science. Géant réel, certes. Mais voir un virus ébranler l'assise du monde d'une pichenette a provoqué une secousse dans la plupart des esprits, une intuition de changement de priorités, une réévaluation des critères d'importance.

D'où la progressive et louable discipline observée lors du confinement. En regard de la population française, le nombre de transgressions s'est avéré somme toute limité, même si les médias leur ont assuré une large publicité. Car il était sans précédent d'être du jour au lendemain figé dans son quotidien (autre analogie avec l'état de guerre). On l'a fait en grognant, certes, mais on l'a fait. On a senti qu'il n'y avait pas, cette fois, d'antagonisme entre *individualisme* et *altruisme*, qu'accomplir ce devoir était la condition *sine qua non* de la sauvegarde de tous, qu'autant sinon plus que les applaudissements du 20h il constituait la meilleure aide au personnel soignant, et qu'accepter de rogner ses droits revenait en bénéfice à chacun, les gestes barrières contenant visiblement la pandémie. Une des rares fois en tout cas, dans nos sociétés, où l'exercice d'un devoir s'est accompli avec l'idée assez claire de ce à quoi il servait : *l'autre* pouvant être *moi* - qui suis aussi démunie que lui devant le

risque de mort -, nous nous trouvons égaux devant le risque ; il est donc de *mon intérêt* de contribuer à sa *sauvegarde*. Pas de perdant, donc. Gagnant-gagnant.

Confinement côté cour/côté jardin

Pour beaucoup, l'immobilisation fut l'occasion d'une redécouverte de soi et des autres, et même des "choses de la vie". L'autre peut être le stimulant de notre développement personnel, mais en être aussi l'élément perturbant : le besoin inné d'être socialement coopté pour se sentir les coudes peut avoir pour revers de se muer en admirateur du leader ou en bon petit mouton intégré. Un groupe peut nous révéler à nous-mêmes, mais servir aussi d'alibi à une fuite devant notre intériorité : copinage ou amitié ? Chacun son choix. Blaise Pascal notait déjà que *tout le malheur des hommes est de ne pas savoir demeurer en repos dans une chambre*. Boutade, si l'on veut. Pour faire penser. Et de fait, combien de témoignages ne se sont-ils pas échangés durant cette période ? Combien de textes, de vidéos, de dessins et de clips artistiques ingénieux et humoristiques qui tapaient dans le mille ? Surtout, combien de familles n'ont-elles pas eu le mouvement de s'enquérir des uns et des autres, pour échanger avec eux dans un climat de présence et d'écoute rarement éprouvé ? Gageons qu'une fois le drame passé, lorsque les historiens feront leurs enquêtes et que les langues se délieront, on en apprendra sûrement beaucoup plus à ce sujet que ce que les médias en ont relayé.

Reste que ce confinement a été souvent un révélateur de fragilités familiales, et pas seulement dans les quartiers sensibles. L'importance de la famille, du couple, des enfants, n'enlève rien aux difficultés de rapports superficiels ou faussés : conditions de logement, difficultés matérielles, mais aussi carences affectives, défauts d'éducation, désert intérieur, sans parler d'un arriéré de rancœurs, de frustrations ou de non-dits, tous ces ingrédients composent un cocktail qu'une cohabitation forcée peut rendre explosif. Ce n'est pas pour rien que les eaux courantes sont les seules potables... Toute stase, dans un corps, peut produire sa thrombose.

Le poids de l'économie

Toutefois, cette peur une fois apprivoisée, l'angoisse "du lendemain" est revenue au premier plan : peur pour son travail, pour son salaire, son épargne, sa carrière, sa retraite. Cette deuxième peur venant se coller à la première, l'opinion s'est divisée sur leurs consistances respectives, le primat de la santé apparaissant soudain obsolète, et le primat de l'économie seul vital. L'évolution de l'opinion a pris un tour nettement plus politique aux USA et au Brésil, où les chefs d'Etat ont condamné le confinement comme une lâcheté ou un coup tordu de l'opposition. Ces aberrations mises à part, il est exact qu'un gel durable de l'économie est lourd de conséquences ; mais certains effets du confinement ne plaident pas davantage pour son prolongement. Match nul, donc ? Pas du tout. Dans le cas d'une pandémie scientifiquement non maîtrisée, ces deux logiques ne s'opposent pas. Il est vrai que les signes encourageants du confinement ont un instant laissé penser que la partie était gagnée (d'où d'inquiétants relâchements, ici et là, dans la discipline), mais il était un peu naïf de croire que le déconfinement se fêterait comme une seconde "Libération de Paris", alors que, faute de vaccin, et des foyers de contagion s'allumant çà et là, elle tenait plutôt d'une *prudente convalescence* : comment imaginer que la machine économique redémarre pour tourner à plein régime, sans le maintien des gestes barrières ? La plupart des métiers impliquant voisinage et proximité, un relâchement massif de la vigilance ne peut que rallumer la contagion - avec, cette fois, la réticence et la défiance de beaucoup, et donc, à terme, le danger d'un nouveau blocage de la machine économique et sociale. A l'évidence, donc, *c'est bien l'endiguement du virus qui conditionne le redémarrage de la vie, non son déni*. Déjà, nous apprenons que de nombreux rescapés de la Covid19 traînent leur maladie, peinant à travailler plus de quelques heures par jour ; reprendre le rythme n'a rien d'évident pour eux. Et les dernières prospectives du Conseil scientifique annoncent quatre scénarios qui, du plus anodin au plus sombre, confirment tous l'action persistante du virus.

Ainsi, l'opposition entre partisans du "confinement d'abord" et ceux de "l'économie d'abord" s'est départagée sur l'appréciation des priorités. Le train du monde reposant sur la permanence d'innombrables activités, tout arrêter sans avoir un plan B peut être aussi suicidaire que de refuser de continuer. D'autant qu'à l'heure actuelle, aucun parti politique n'indique de solution pour *tout stopper net* ou pour *tout changer net*, en tout cas sans de redoutables retombées non plus seulement sociales, mais *sociétales* : dérives politiques, capacité des institutions à fonctionner, solidité de l'Etat. Aucun parti politique n'a l'imprudence ni l'impudence d'afficher sa certitude de maîtriser lesdites conséquences. Inversement, les impératifs écologiques planétaires (biodiversité, épuisement des ressources, bouleversement climatique, etc.) sont tels que ne rien changer serait proprement

irresponsable vis-à-vis des générations futures, plus encore que pour la nôtre. Si "défi" il y a (et la langue politique adore ce mot), il doit être d'indexer l'impératif du fonctionnement de la société sur celui de mesures environnementales propres à réorienter, désormais, le fonctionnement institutionnel, économique et social du pays.

Reste une réalité assez peu observée. Pour l'opinion, avoir l'oeil sur la reprise de l'économie allait de soi. Mais pour certains décideurs, ce souci semble avoir caché l'instant où ils pourraient souffler aux autres leurs parts de marché pour mieux bétonner leur propre suprématie. Difficile de ne pas voir le dédain de ces décideurs vis-à-vis de ceux que guidait l'élémentaire prudence (le fameux "principe de précaution", ici on ne peut plus justifié) : « Tant pis, on sacrifiera des vies, on exaltera le "héros-viril-qui-n'a-pas-froid-aux-yeux" pour faire rougir les délicats ; du moins, le paradis de la consommation subsistera-t-il, et avec lui le mythe de "l'enrichissement pour tous" comme socle du pacte social. » Arrêtons-nous un instant sur ce courage-là : si, comme le H1N1 et le SRAS, la Covid19 disparaît par enchantement, soit, "bien joué". Mais en cas de retour de la pandémie ?... Quel sens aurait un nouveau brassage des populations pour faire repartir la production ? Sans l'arme d'un vaccin - ou de toute autre forme de protection -, le monde reste éminemment fragile. Bravades et fanfaronnades ne tiendront pas devant les réalités, *tout impératif de survie passant avant les convenances personnelles* (autre critère de l'état de guerre). On peut même pousser les choses à l'extrême: comment les passionnés de l'argent feront-ils pour jouir de leurs richesses dans un monde enrayé ou détraqué par la maladie ? La soif de richesse n'allant jamais sans un plaisir à l'exhiber (le triomphe n'étant complet que si l'on en voit le reflet dans le regard de ceux qui n'ont pas, ou de ceux qui ont peu), ces modèles de succès révèlent une grande carence de sens civique. Comptant parmi les "premiers de cordée", ces géants du business et de la finance seraient inspirés de prendre modèle sur le personnel soignant. Car il n'y a pas de paix sans justice, et la justice réside dans des comportements justes, guidés par une clarté d'esprit appuyée sur des réflexes de réciprocité bien comprise. Si égalité il doit y avoir, elle est là.

La place du civisme

Il est donc clair que le véritable moteur de la relance est le civisme. Terme bien pâle, n'est-ce pas ? Un joujou dans la "panoplie du démocrate"... Moins intimidant, moins grandiose que celui de *vertu* (dont Montesquieu démontrait qu'il était le ressort principal de la Démocratie), ce mot fait depuis des siècles s'esclaffer réalistes et cyniques. Or, si l'on ausculte le mot, que dit-il d'autre, sinon *une attention à l'autre, du fait qu'on se trouve dans le même bateau ?* Simple à vérifier : sans respect du feu rouge, pagaille totale sur le réseau routier. Mais si l'on doit en même temps reconnaître que vertu et civisme pèchent par fragilité (si la vertu rapportait plus que le mensonge, ça se saurait) et qu'on ment on prétendant les incarner tous les jours que dieu fait, les congédier d'un revers de main sape tôt ou tard le minimum d'ordre dont toute communauté a besoin. Il faut une bonne éducation et pas mal d'expérience de la vie pour vivre le civisme comme une chose naturelle - ce qu'il ne devrait jamais cesser être. C'est ici qu'on doit citer le propos du philosophe Gustave Thibon : *La meilleure société est celle qui repose sur le maximum de moeurs et le minimum de lois. Or, la société moderne fait le contraire, le minimum de moeurs pour un maximum de lois, sans beaucoup d'effet, apparemment, sur la paix sociale...* Car si la loi dissuade en menaçant de sanction, elle *n'engage pas à*. Civisme et vertu *engagent à*, précisément parce qu'ils intègrent ce souci de l'autre. De son côté, Camus disait dans *Le premier homme* : *Un homme, ça s'empêche - au sens de contrainte intérieure, non extérieure, ce qui dit tout autre chose qu'un refoulement ou une oppression.*

Droit à la critique, ou pente au bouc émissaire ?

En fait, ce que la crise sanitaire a révélé de plus grave, c'est la dérive du droit à la critique : on a entassé pêle-mêle contestations, révoltes, informations incomplètes et infox, suivant des accusations d'incurie gouvernementale, de rapporteurs de la situation sanitaire "aux ordres", d'atteinte au droit et aux libertés publiques, de mensonges d'Etat, etc., avec une agressivité de principe que la seule peur ne peut justifier. Il est vrai que la conscience collective est encore tatouée par le bourrage de crâne de la presse de 1914-1918 ou "la cinquième colonne" en 1939-1945. Mais ce souvenir a provoqué des réflexes pavloviens de suspicion, sans attention vigilante à la singularité de notre temps. Il conviendrait de démêler cet écheveau - à tout le moins, de tenter de le faire.

L'engagement à "bien penser" qu'évoque Pascal dans les *Pensées* n'est pas une incitation à marcher à la baguette, mais l'ardente obligation du *discernement* pour ne pas manquer les bons diagnostics, et au-delà, les bons remèdes. D'abord, l'ordre. Tout ordre n'est pas en soi injuste. Le mot a pris une

connotation répulsive, du fait des crimes commis en son nom au cours de l'histoire. Comme les motifs légitimes de révolte n'ont pas manqué au cours des deux derniers siècles, et que le mot "révolte" a signifié à la fois *refus de l'injustice* et *volonté de l'éradiquer*, on a fini par se persuader que toute révolte était, de soi, la signature d'un esprit libre, un peu à la façon d'Antigone qui dit avec raison *Moi, je suis celle qui dit non*, le "oui" renvoyant au décret tyrannique de Créon et à l'acceptation moutonnaire des autres. La réalité n'est pas celle-là. Lorsqu'ils expriment une décision courageuse éthiquement fondée, le *oui* et le *non* ne s'opposent pas, ils s'impliquent. Le *non* d'un résistant de 1940 à la collaboration implique le *oui* au risque de sa vie. Sans le support d'une visée morale humaine, le *oui* et le *non* peuvent dégénérer en postures. C'est le cas du "politiquement correct". Or, ce n'est pas de dire *oui* ou de dire *non* qui compte, mais d'*avoir le courage d'agir lucidement, sachant ce qu'on court, fût-ce au prix de la solitude et de l'incompréhension*. Cette attitude présuppose une réflexion autrement exigeante et profonde. Qui ne voit que ce comportement est rare, et de surcroît quasi hors-champ électoralement ? Et l'on ne parle pas ici de révoltes réduites à la pulsion ou à la haine, de ce fait aveugles à leurs contradictions internes, comme Camus l'a bien démêlé dans *L'Homme révolté* et dans *Les Justes*. Aussi, parler de *révolte*, ou comme on dit aujourd'hui d'*insoumission*, peut sans doute breveter une cause, mais ne suffit pas à valider la pertinence des moyens employés pour la défendre, ni l'authenticité des comportements.

Or justement, qu'est-ce que la santé sinon un *ordre sain* ? La crise sanitaire le rappelle à sa façon. Transposé dans le domaine des sociétés humaines, l'ordre sain résulte pour une bonne part de l'extension du Droit, dont le but est de réparer des erreurs et de combler des carences pour rendre la société plus juste et harmonieuse - un peu comme un médicament cherche à ramener la santé. Mais une fois la santé recouvrée, c'est fini : pourquoi d'autres médicaments, puisque la santé est revenue ? L'ennui est que ce qui vaut dans l'ordre de la nature ne fonctionne pas dans les sociétés : en dépit de réformes et de révolutions, révolutions et surtout réformes continuent à proliférer. Pourquoi ? De toute évidence parce que les révolutions ont raté des paramètres vitaux, que les réformes n'ont pas été les bonnes, que l'évolution des techniques et de leur emploi généralisé a débouché sur une complexité telle qu'elle engendre de nombreux effets pervers ; ou encore parce qu'il reste dans le cœur des gens trop de désirs insatisfaits et de frustrations non liquidées. Pourtant, quand on voit la masse de lois votées, on se dit que les problèmes devraient être réglés depuis longtemps. Si donc il reste toujours des désirs insatisfaits, on peut se demander comment les résorber : *leur solution passe-t-elle nécessairement par la réforme ? Politiquement et juridiquement, une société peut-elle-même combler tout désir et conjurer la frustration, tout en demeurant elle-même gérable ? Ce noeud ne relève-t-il pas aussi de la réflexion sur soi, de l'aide des proches aux lieux où l'on vit ?* Dans les problèmes qu'on subit, les autres ont évidemment leur part, et cette part peut s'avérer considérable. Mais accepter de réfléchir sur soi met tôt ou tard en lumière qu'on n'est pas pure victime : on y a aussi prêté la main.

Enfin, une crise comme la nôtre ressemblant à un bateau qui tangué et peut chavirer, était-il déraisonnable, lorsque les gênes du confinement se sont fait sentir, de *préférer l'antériorité du sauvetage à l'exercice paisible des droits individuels* ? Précisons-le bien : le Droit est central ; allié au devoir, il est le cœur battant de la démocratie. Mais on doit se garder d'avoir avec lui un rapport aveugle, quand est menacé ce sans quoi il ne peut pas s'exercer : le Droit est impuissant sans un Etat de droit. Et dans "Etat de droit", on oublie trop souvent le poids du mot "Etat". On ne peut longtemps emprunter les chemins de la liberté sans un protocole de circulation doté d'une force capable de faire respecter ce protocole. Pascal, déjà, pointait l'intrication entre "force" et "justice" : *La force sans la justice est tyrannique, mais la justice sans la force est impuissante*. Cette zone-frontière trouve une éloquente illustration dans le film *Titanic*, où un honorable passager, constatant qu'un vol a été commis dans sa cabine, exige de l'officier de bord qu'une enquête soit séance tenante diligentée, alors que le paquebot commence à piquer du nez...

Le phénomène victimaire

Or voilà - et l'on aborde un point capital pour ce sujet -, tout danger perçu comme mortel par une collectivité tend à congédier le minimum d'urbanité interhumaine et la rationalité des échanges, au profit de mouvements de foules qui, de manière d'abord sourde puis de plus en plus affichée, se cherchent des boucs émissaires à expulser pour expulser le mal (voir les travaux de l'anthropologue René Girard, décisifs sur ce point). Tel est le sens de la formule de cette figure emblématique de la Renaissance, le chirurgien Ambroise Paré, qui disait : *Lorsqu'une peste survient, une autre peste, bien plus terrible, est à craindre*. Qu'est-ce que cela signifie ? A la peste qu'on nommerait aujourd'hui "microbienne", succède la peste d'une violence collective, née des peurs et des ravages de la peste

microbienne. Dans l'histoire, il n'est d'ailleurs pas rare qu'en dehors de la conquête, une société ait été plus détruite par ces violences-là que par la seule épidémie. Pourquoi ? Parce que la "paix sociale" n'est pas un long fleuve tranquille. Elle est quotidiennement traversée de milliers de micro-injustices (plus ou moins dissimulées, plus ou moins acceptées) qui, impunies, constituent un bois sec le long duquel l'incendie peut reprendre à la première étincelle. Ces phénomènes sont une constante dans toutes les sociétés, civilisées ou non. Lorsqu'une communauté se trouve confrontée à des violences intestines qui la dépassent, son besoin panique de protection la pousse à assigner une cause unique au mal. Cette cause unique du mal, c'est un "coupable", dont l'expulsion collective ramène l'ordre par l'effet cathartique que son expulsion provoque sur la communauté. L'équation est : effroi + urgence = lynchage. Une société ne sort du marasme que si elle trouve à se réorienter suivant une perspective supérieure (des dieux / des héros / un récit idéologique ou religieux dynamisant) avec, en bas, le repoussoir de ce qu'il ne faut ni faire, ni être. La meilleure illustration de cette donnée se trouve dans *Antigone*, lorsque, pour restaurer l'ordre dans Thèbes en proie à une guerre civile allumée par les deux fils d'Œdipe, Étéocle et Polynice, Créon décrète des funérailles grandioses à Étéocle et interdit sous peine de mort de recouvrir le corps de Polynice, condamné à pourrir hors des murs de la cité. D'Œdipe aux pestes du Moyen Âge, en passant par la Passion du Christ (plus près de nous, les grandes Révolutions ou, sous une forme atténuée, L'affaire Dreyfus), ces phénomènes sont d'une telle puissance que même les chefs de la cité (Créon dans *Antigone*, Caïphe dans *Les Évangiles*, etc.) surfent sur la vague d'une foule surexcitée en parant au plus pressé : *Il faut qu'un homme meure pour que la société vive*, tranchait Caïphe. Nos démocraties n'ont pas éliminé ces mécanismes récurrents - les accusations outrancières de ces derniers mois le rappellent. Elles travaillent à les gérer au moyens de canaux d'écoulement, dont celui d'élections au terme desquelles le perdant est simplement "battu", non tué - quitte à ce que l'élection suivante permette une alternance entre les deux camps, ce qui régule, et en un sens adoucit, la virulence des antagonismes. Dans son noyau, la démocratie n'est pas comme on le voudrait un "bien vivre ensemble", mais "comment se s'affirmer et rivaliser sans se détruire ni tout détruire ?" C'est un système élastique destiné à mieux gérer la cohabitation des incompatibles, mais jusqu'à un certain point : à trop se tendre, l'élastique peut toujours claquer. D'où, justement, l'importance du civisme pour oxygéner les relations humaines et huiler les rouages sociaux.

Où trouver des critères de vérité ?

Dans les événements survenus ces derniers mois, plusieurs éléments vont dans le sens de ces remarques. En provoquant une désorganisation partielle de notre société, la crise sanitaire a servi de révélateur et d'accélérateur aux crises des dernières années : la réforme des retraites a suscité d'énormes remous en 2010, 2013 et 2020, et la crise des gilets jaunes a frisé la guerre civile. Ces crises étaient largement entamées lors des décennies précédentes. Or, jusqu'à il y a vingt ou trente ans, prévalait un relatif consensus sur les fondamentaux de la vie. Depuis, l'"ère du soupçon" a grignoté le crédit de la politique, de la justice, des médias, de l'enseignement, des Églises : la voix de ces institutions n'a manifestement plus assez de force pour expliquer, rasséréner, canaliser, rassembler. Seule l'économie semble être l'activité à laquelle "croire" encore pour bâtir son avenir, d'autant qu'elle s'appuie sur des techniques fascinatoires (sophistication technique de la télécommunication, monde du virtuel, cyber-univers, etc.) propres à stimuler rêves ou fantasmes. C'est pourquoi une crise de l'économie peut être humainement et socialement catastrophique. Car si l'économie est indispensable pour assurer des besoins et convertir des désirs en projets, elle possède ses propres poisons (et les institutions citées sont indispensables pour canaliser les désarrois et ramener un ordre minimal). Plus encore, en elle-même et par elle-même, *elle ne construit pas le sens*. Or, le sens est au principe de la vie humaine : sans pôle nord pas de boussole, sans boussole pas de repères, pas de "lumière". Et quand la lumière s'éteint, vient un temps où surgissent des porteurs de torches...

Pourquoi cette fragilité ? En général, la recherche de protection s'effectue dans quatre directions : l'autorité de l'État, le discours scientifique, l'activité économique, l'espoir de consensus. Or, dans la crise sanitaire, malgré les efforts révélés à ces quatre niveaux, la protection salvatrice n'a pas prévalu. Ou plutôt, elle ne s'est pas effectuée comme le public l'attend en pareil cas : avec rapidité, clarté, efficacité. L'État a dû faire face à l'imprévu et gérer de l'imprévisible, les discours scientifiques ont affiché des désaccords, la facture économique est élevée (chômage, menace de faillites, baisse du PIB, etc.) et l'opinion ne cesse de s'agiter au gré des scandales ou des renversements de thèse (Le Dr Raoult est tantôt un médecin-prophète, tantôt un populiste roué ; l'hydroxychloroquine est un remède miracle avant d'être officiellement interdite, etc.) La rationalité argumentative s'épuise non seulement à séparer le vrai du faux, mais encore à départager l'honnêteté du calcul. Exemple, début mars :

faut-il craindre la Covid19 ? Si, graphique à l'appui, on montre qu'il s'agit d'une simple grippe et que le virus disparaît peu après, on est un dieu ; dans le cas contraire, on est un plaisantin. A l'inverse, si, toujours graphique à l'appui, on montre qu'il constitue un danger et que par la suite il disparaît, on est un plaisantin ; dans le cas contraire, on est un dieu (le cas de Roselyne Bachelot est éloquent, mais il a fallu dix ans pour s'en apercevoir). Second exemple, mi-mars : faut-il reporter le premier tour des élections municipales ? Si l'on répond oui, on est accusé de redouter le verdict des urnes ; si l'on répond non, on est accusé d'irresponsabilité gouvernementale devant la contagion. Impossible de dépasser la logique d'accusations lancées trop souvent comme des "armes automati-ques" depuis un lieu des choses déjà jugées (littéralement "pré-jugées") sur fond d'animosités irréduc-tibles. La vérité change selon les événements et les soupçons qu'il suscite, un peu comme le flotteur d'une canne à pêche monte et descend selon le clapotis de l'eau. Et lorsque les choses finissent par se tasser, ou qu'elles sont historiquement à distance, les critiques continuent à fustiger les acteurs des événements avec d'autant plus d'aisance qu'eux-mêmes bénéficient de l'introuvable confort du *problème résolu*. Or, *on entre toujours dans l'histoire à reculons* - c'est une constante de la condition humaine. C'est comme à la fin d'un roman policier : une fois le coupable découvert dans le plaisir de la surprise et la délectation de l'explication ingénieuse, c'est un jeu de repérer en deuxième lecture les indices qui ont échappé à la première. Dès lors, se glorifier d'une vérité "après coup" relève du *suivisme*, non de l'*héroïsme* - à l'instar d'un Zola défendant Dreyfus bec et ongles.

Mais il y a plus. La vérité ne porte plus seulement sur des allégations parmi lesquelles faire le tri, mais sur les intentions cachées de ceux qui s'expriment : mentent-ils, ne mentent-ils pas ? Que cher-chent-ils ? Pour le compte de qui agissent-ils ? Si l'on ajoute à ces suspicions la capacité de trucage des techniques modernes (sur l'image, en particulier), l'abondance des infox ou la désinformation devant lesquelles certains Etats ne reculent pas (voir la connivence entre officines russes et américai-nes lors de la dernière élection présidentielle des Etats-Unis), on a une idée de ce que les analystes appellent la "post-vérité". Gageure, pour beaucoup, de chercher la vérité... Du coup, comment s'étonner des thèses complotistes ? *Si Dieu n'existe pas, tout est permis*, s'inquiétait déjà un person-nage de Dostoïevski. On pourrait paraphraser : "Si aucune vérité ne tient, tout est licite". Sauf que ce "licite"-là est un droit à une logorrhée dont le délire peut mener au pire. Embrigadé dans une telle dérive, le Droit se dégrade en parodie, et l'entériner au nom des Droits de l'Homme est une honte.

Dégradation de l'échange public

Creusons encore ce point. L'effritement des critères de référence pour cerner le vrai a produit des effets délétères ces dernières décennies. Les troubles nés de cet effritement ont généré un pullu-lement de critiques dont le ton est progressivement passé de l'échange argumenté, fût-il vif, à une visée purement accusatoire : on interroge moins qu'on ne met en demeure, on dialogue moins qu'on n'invective, le locuteur se muant en un procureur sûr d'avoir l'opinion avec lui - ou de se l'annexer. L'atmosphère est au procès : dans les partis politiques, les médias et l'opinion, c'est à qui grossira la foule des contempteurs ou s'arrogera le monopole de Grand Inquisiteur. C'est ainsi qu'entre un large public et les représentants des corps constitués, s'est formé une étrange complicité dans une marche générale vers la victime expiatoire. L'actualité ressemble de plus en plus à un *marché de boucs émissaires* : chaque camp exhibe le sien et s'active pour le faire agréer des autres, dans l'espoir de l'expulsion collective dont il entend être l'initiateur et le bénéficiaire. Cette mise en marche du méca-nisme du bouc émissaire au plan national est d'autant plus dangereuse qu'elle s'est également produite dans les principaux partis, traditionnels pôles stabilisateurs du régime. La crise de confiance qui caractérise la situation contemporaine ne fait qu'un avec une *crise de légitimité* : nul ne réussis-sant à s'imposer comme chef - y compris parmi d'anciens dirigeants -, on a recouru à des "primaires" pour départager de façon objectivable et stabilisatrice les camps rivaux, et sortir ainsi des luttes internes impuissantes à consacrer un leader. C'est dans ce contexte qu'on a vu une bagarre entre gouvernementaux et frondeurs au PS sous la Présidence de François Hollande, une lutte au couteau entre candidats à la Direction de l'UMP, une guerre fratricide à la Direction du Front National, de gros remous au sein de "La France Insoumise". Ces phénomènes ne sont pas propres à notre temps ; c'est, dans la ligne d'une réclamation de transparence et d'égalité, leur exposition sur la place publique par les médias et l'usage exponentiel du tweet qui les rend spectaculaires - et de ce fait même nocifs. Que ces phénomènes victimaires aient eu lieu au niveau des partis politiques, et menacent d'opérer au niveau national, en dit long sur la valeur des équipes gouvernementales, et sur leur capacité à résoudre la crise générale dans le cadre de l'Etat. Toujours est-il que l'exaspération des antagonismes (ne parle-t-on pas de "diabolisation", de "stigmatisation", d'"hystérisation des débats" ?) transforme ce "marché" en un vrai *champ de bataille* de boucs émissaires : sur les plateaux de télévision comme sur

les places publiques, on cultive la grossièreté et la métaphore outrancière, on affiche sarcasme ou suffisance devant le respect et la raison, toisés comme simples manières policées d'ennemis à abattre. Nombre d'orateurs et d'hommes de plume ont beau vouloir (ou faire semblant de) mettre de la rationalité dans leurs discours, le résultat n'en produit pas moins une impression de folie qui compromet le dégagement intelligible de solutions intelligentes. Où est donc ici l'état esprit dont devrait témoigner une saine démocratie ? Toute place publique devrait être une agora. Or, cette agora a fait place depuis longtemps au champ de foire, et le cède aujourd'hui au champ de tir. Il faut toute la placidité distanciée d'une bonne frange de l'opinion (et, heureusement, de bon nombre d'intervenants) pour refuser cet emballement et préserver un espace d'échanges digne de ce nom.

Les dirigeants boucs émissaires

Une des conséquences de cette tendance globale des démocraties occidentales est de faire d'un gouvernement le bouc émissaire parfait. Par le passé, le gouvernement était en général puissant. Les dirigeants étaient respectés, parce que craints. Dans une société ultra soucieuse du respect de ses droits et de ses libertés, surtout dans un contexte d'ébranlement sociétal, la peur de l'incontrôlable pousse à exiger des solutions immédiates parfaites. Et quand pour une raison ou pour une autre ces solutions tardent à prévaloir, le rôle protecteur de l'Etat peut s'inverser et le désigner comme fusible. Pour une large frange de l'opinion, *si l'Etat ne peut être tout, alors il doit n'être rien*. Que l'Etat puisse redevenir une machine froide et impitoyable, c'est certain - il l'est d'ailleurs toujours dans bon nombre de régimes. Mais dans une crise qui a pris tout le monde par surprise, il a dû comme tout le monde improviser, et toute improvisation a ses ratés. L'angoisse du danger faisant tout attendre de lui, ces attentes, quand elles sont vives, peuvent pousser à l'aveuglement. Plus exactement, elles poussent les gens à espérer en silence un Etat omniscient et omnipotent, et ce silence dément radicalement les propos de surface, qui assurent du contraire : on demande de l'égalité et du débat, alors qu'on espère tout bas des solutions miracles, qu'au vu des réclamations contradictoires seule une instance transcendante pourrait donner en...l'imposant. Heidegger l'avait vu : *Seul un Dieu peut encore nous sauver*. En clair, l'opinion est impliquée.

Faiblesses et nécessités de l'Etat

A la distorsion entre attente secrète et parole publique, s'est ajoutée une distorsion entre les faits et leur perception : "l'Etat a failli", a-t-on dit (encore doit-on distinguer les responsables politiques de la machinerie bureaucratique, en effet souvent décalée et bornée). Or, dans cette crise, l'Etat a tout de même nationalisé le salaire des victimes du chômage forcé, pris en charge le problème des hôpitaux, géré la délicate sortie du confinement, négocié de gigantesques prêts européens pour désembourber les pays endettés et relancer leurs économies. N'est-ce rien ? Si, demain, l'Etat devait profiter de l'état d'urgence pour rogner subrepticement droits et libertés (comme ce fut le cas aux Etats-Unis après le 11 septembre avec le vote du *Patriot Act*), là il faudrait se battre ; mais pour l'instant l'Etat n'a rien entrepris de tel. Du reste, au nombre des critiques de l'Etat, on doit distinguer ceux qui ont historiquement raison de craindre sa pente tyrannique, de ceux que l'effritement des critères de vérité pousse à le suspecter systématiquement de tous les vices. Danger de la réponse "presse-bouton". Il faut toujours "aller y voir", fût-ce au cas par cas. Dans la crise actuelle, l'Etat a fait de son mieux (ce qui ne signifie pas qu'il a été impeccable) et l'on ne peut accabler ses dirigeants des lenteurs bureaucratiques ou des manoeuvres de la finance ou de l'industrie, aucun dirigeant ne pouvant assurer de les éviter à tout coup par quelque miraculeux tour de main.

Rappeler ces réalités ne revient pas à oblitérer avec une puérile candeur les calculs ou les traquenards dont un Etat de Droit peut se rendre coupable, ni à l'exonérer de ses faiblesses. Plus modestement, il s'agit de tenir compte de la *difficulté de faire*. Pas d'agir. De faire. "Agir" marque une visée transformatrice appuyée sur une stratégie. "Faire" marque le passage à l'acte. Ce passage ne pose aucun problème à un dictateur, mais constitue un vrai casse-tête pour un Etat de droit, traversé, comme tout Etat, d'exigences contradictoires. Comment marier en permanence les droits de chacun ? Oublions une seconde l'Etat : que chacun, lorsqu'il est en responsabilité, se rappelle la complexité de sa tâche... Comme le notait Victor Hugo, *la responsabilité peut devenir un labyrinthe*. On ne peut évacuer ce noeud gordien par naïveté ou arrêt d'esprit (les fameux "faut qu'on" et "il n'y a qu'à"), même lorsque des convictions idéologiques ou religieuses orientent les regards vers un horizon supérieur. Il est beau d'avoir devant soi un tel horizon, mais l'expérience ne cesse de prouver que le chemin pour y aller est, lui, toujours rugueux. Comme ce chemin constitue la plus grande part de chaque existence, on voit que le "faire" et le "chemin" sont une seule et même chose.

Or justement, lorsqu'ils doivent résoudre de graves problèmes nationaux ou internationaux, nombre de politiques, loin d'être "tous pourris", se retrouvent la plupart du temps devant des difficultés proprement insurmontables. Certes, ils sont ambitieux et ne résistent pas à l'attrait du prestige (sont-ils les seuls ?). Mais ils sont le reflet de l'opinion moyenne qui les a amenés au pouvoir, ou de celle qui souhaite les y porter. Cela signifie qu'on a la classe politique qu'on mérite. Certes, on a raison de dire que le grand homme politique est celui qui ose affronter l'opinion pour la faire évoluer (de Gaulle en juin 1940, Robert Kennedy apportant un débouché politique à l'action non-violente de Martin Luther King, Mitterrand devant la peine de mort), mais ces êtres sont rares, et ils y perdent leur carrière (Mendès-France n'a gouverné que sept mois) ou y laissent leur peau (Jaurès). Lorsque des croyances ou des idéologies s'imposent à l'opinion, leur prégnance convainc cette opinion que le champ est désormais libre et qu'il n'y a plus qu'à "foncer", si bien que lorsque les résultats ne sont pas là, l'espérance déçue provoque revirements d'opinion et séismes électoraux. Seul, souvent, le recul de l'Histoire permet d'en prendre la véritable mesure.

Cette première conclusion semble reprendre celle d'analystes reconnus. Sauf que pour eux, ces renversements constituent la preuve du bien-fondé de l'un des deux camps, l'autre ayant tort de faire ce qu'il fait. Ce qu'on veut souligner ici, c'est la *collaboration négative* entre ces deux camps, chacun alimentant partiellement par ses vues et ses comportements les dérives de l'autre. Toujours est-il que l'ensemble du "système" aboutit aux impasses planétaires aujourd'hui unanimement reconnues. Pour le dire autrement : pour aimer, il faut être deux ; pour se battre, il faut être deux ; pour haïr, il faut être deux. Tout dans la vie humaine est *partenariat*, même (hélas) *négatif*. Le mensonge du phénomène de bouc émissaire, c'est de voir le coupable dans l'un seulement, l'autre ayant disparu. Découvrir cette collaboration négative est un préalable pour dénouer l'injustice, et repérer comment une collaboration peut véritablement redevenir positive entre les partenaires d'un conflit.

Responsabilité de l'Etat / responsabilité collective

Reste un dernier point. Depuis trois siècles, les crises ont toutes un dénominateur commun : l'accouchement du progrès. Désignant à l'origine la visée humaniste d'une *amélioration de l'homme et de la société*, le mot a par la suite désigné une *transformation économique et sociale, appuyée sur les techniques de la science moderne*. Dans les faits, cependant, elle s'est heurtée à d'innombrables obstacles et à de tragiques contradictions, qu'il s'agisse d'installer une économie libérale (Turgot et la "crise des grains"), d'éviter la faillite de l'Etat (qui paiera ? → Révolution de 1789), de déterminer ses bénéficiaires (élargissement du cens électoral → Révolution de 1848), de se féliciter de ses succès (révolution industrielle - charbonnages, sidérurgie, révolution dans les transports, "tée électricité", etc. -, progrès médical avec les vaccins, etc.) ou de fustiger ses effets nocifs (effrayante condition ouvrière au XIX^e siècle, pollution et épuisement des ressources au XX^e et XXI^e siècle, etc.). Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore (car les deux aspects sont vrais), le progrès a fini par toucher toutes les classes sociales. C'est en tout cas par son biais que les plus modestes ont pu accéder à des biens de base. Tout le monde a voulu sa part et a, bon an mal an, fini par en profiter, même *a minima*. Si l'on veut donc juger les impasses actuelles, ce sont toutes les générations précédentes qui sont dans le coup, y compris la nôtre, bien sûr à des degrés divers, fussent-ils infimes. A cet égard, on tirera profit du bref commentaire que Gustave Thibon fait d'une *Enquête générale en Allemagne sur des desiderata d'une population à majorité ouvrière, parue en 1958* : *Le premier vœu porte sur la lutte contre la pollution de l'air, le second, contre la pollution de l'eau, le troisième, contre le bruit. L'augmentation des salaires ne vient qu'au quatrième ou cinquième rang... Ambiguïté des choses humaines : il y a quelques années, tout le monde réclamait avant tout des salaires plus élevés. On les a obtenus grâce au développement de l'industrie. Maintenant, on réclame d'abord de l'air pur, de l'eau pure, du silence. Mais qu'est-ce qui souille l'air et l'eau et détruit le silence ? Cette même civilisation industrielle dont l'essor a permis la hausse des salaires... On commence à s'apercevoir qu'on paie cher d'être cher payé. On remarquera la sincérité de ces avis. Depuis lors, s'est peu à peu répandu un désenchantement lié au succès même du progrès, du fait des frustrations nées de systèmes qui promettent depuis deux siècles l'affranchissement de l'humanité sur la base d'un progrès infini. Et comme l'humanité ne cesse de se heurter aux impasses des développements successifs sans qu'en réalité rien de décisif ne la satisfasse ni ne la comble, et qu'elle ne trouve plus ni les portes ni les fenêtres pour sortir, elle tend à se confier à d'autres innovations du soin de réparer les dégâts du progrès précédent. En un mot, plus la promesse est démentie par les faits, plus la frustration s'accroît, plus le modèle initial est rejeté, et plus les dirigeants sont montrés du doigt.*

C'est ici qu'il faut citer un autre texte : *Les athéniens disent que Thémistocle, Cimon et Périclès ont agrandi l'Etat, parce qu'ils ont rempli la république de ports, d'arsenaux et de murailles, sans s'apercevoir que cet agrandissement était une tumeur pleine de pus. Et quand la crise va arriver, ils s'en prendront à ceux qui sont là, et combleront de louanges Thémistocle, Cimon et Périclès. Extrait de Gorgias, de Platon... L'analogie de cet extrait avec notre actualité suggère qu'on n'invente pas la vie ; au mieux, on la redécouvre...*

*

Et maintenant ?

On le voit, idées et projets sont d'ores déjà sur la table. Les choses vont se jouer entre l'Etat, les partis, les associations en pointe sur ces questions, et l'opinion publique ; la voie sera donc politique. Il faut souhaiter que cela réussisse. Il y va de l'avenir commun, et de la viabilité du fameux "monde d'après".

Pour ne pas avancer à tâtons, toilettons d'abord cette formule. Elle semble cousine du slogan de la dernière présidentielle, "le nouveau monde", qui a retenti comme une rupture avec des moeurs politiques réprouvées par un large pan de l'électorat. S'il s'agit donc de gérer le séisme de la Covid19 et de mettre en place des procédures pertinentes et audacieuses pour relancer les choses, elle fait sens. Si l'on sous-entend que le "monde d'après" sera entièrement nouveau et comme coupé du précédent, elle est illusoire : par définition, "nouveau" et "changement" n'ont de sens que sur un fond de *permanence* : quand nous changeons, notre être lui-même ne change pas. On ne rompt pas comme cela avec ce dont on est l'héritier. *Prévoir, c'est se souvenir*. On ne peut penser l'avenir en mettant le passé entre parenthèses ou en envoyant promener ce que la tradition a de solide et de juste. Si le vice du conservatisme est la sclérose, celui du progressisme est l'aveuglement aux risques de la course en avant. Or, ne l'oublions pas, les opinions exigent changement ET protection...

Où se situe alors le changement spécifique du "monde d'après" ? La crise du Covid19 a été d'abord un problème médical, puis les critiques de l'organisation des secours et l'angoisse de l'avenir économique l'ont rapidement transformée en un enjeu essentiellement politique. Mais à la racine, elle résulte d'une exploitation de ressources aveugle aux conséquences environnementales. Elle semble a en tout cas liée à des déforestations massives qui ont affaibli les écosystèmes qui protégeaient des espèces sauvages (dans le cas de la Chine, par exemple les chauves-souris) d'espèces vivant au contact de l'homme (par ex. les pangolins). Le rapprochement qui en est résulté a favorisé le passage du coronavirus d'une espèce à l'autre, et de là, à l'homme, durant les périodes de marché où ces pangolins sont vendus. *Petites causes, grands effets, donc...* C'est justement parce qu'ils sont "grands", que ces effets de l'activité humaine sur l'équilibre vital des écosystèmes doivent être pris en compte, et par les concepteurs du développement et par les populations. Il est normal, bien sûr, d'engager divers développements pour assurer à chacun une vie décente, mais on doit distinguer la vie décente réclamée par souci d'égalité, de *la passion rivalitaire* qui en est souvent le véritable ressort. Car le standard de "la vie qui vaut d'être vécue" est le plus souvent calqué sur des modèles dont on envie le statut et l'apparent prestige : *on veut ce qu'ils ont pour être comme eux - avant, peut-être, de les dépasser*. Tel est le moteur du comportement des individus, des groupes sociaux et notamment des milieux d'affaire ; *tous se copient, et entrent en rivalité par jeu de concurrence en jouant eux-mêmes sur les désirs des autres* : les grands groupes industriels recherchent leur profit maximum (et le promettent à leurs actionnaires) tout en jouant sur un désir de valorisation et de promotion d'individus surchauffés par l'appel à l'égalité. Les trois-quarts de l'histoire et de l'économie reposent là-dessus. Le problème est que, vue ainsi, l'égalité ne peut à elle seule engendrer de véritable harmonie sociale, car il subsistera toujours entre individus une *différence valorisante* (insupportable, donc, pour qui ne la possède pas) qui relancera la rivalité et rallumera le conflit. L'égalité authentique n'est pas un principe qui s'applique de façon humainement froide ; elle est chose vécue, qui avance au pas de l'amitié. Sans cette ligne de crête qui lui permet d'être vraie, la proclamation agressive d'égalité gère en fait d'âpres rivalités qui contribuent (à leur niveau, certes, mais incontestablement) au processus de dérive du Progrès. A ce compte, si le progrès classique réside dans un déchaînement d'activités hâtivement conçues en termes de profit à court terme, à la fois aveugles aux conséquences générales et dictées par la seule exigence d'un "toujours plus" où s'érode la santé physique et psychique de l'homme, si donc progrès il doit y avoir, il ne peut être, alors, que de nous délier du "Progrès"... C'est l'équation du "monde d'après".

Eh bien, il est possible de tendre à ce but. Depuis des années, des initiatives courageuses et de qualité ont eu lieu, qui ont su faire lien entre l'opinion et le travail législatif de la sphère politique, avec des résultats très encourageants ; la motivation des personnes engagées et l'intelligence des leaders ont réalisé de belles percées (vote en 2018 de la loi qui interdit l'emploi des néonicotinoïdes qui tuent les abeilles, en 2019 "Marches pour le climat" qui ont vu se mobiliser des milliers de jeunes) et des avancées décisives (la COP21). Rien n'est cependant acquis, du fait des forces (financières, industrielles, politiques, etc.) qui s'y opposent, et du fait des *faiblesses humaines* (tensions, jalousies, enjeux de carrière) qui, au sein des groupes d'action, finissent toujours par gauchir et dégrader les élans généreux du début. D'autant que pour réussir l'action doit vaincre pas mal d'obstacles, et certains d'entre eux ne relèvent pas des seuls blocages du "système". Non seulement les blocages d'aujourd'hui ne viennent plus des interdits religieux, mais ils ne tiennent finalement pas tant aux interdits juridiques classiques qu'aux multiples droits reconnus à des groupes sociaux, aptes, de ce fait, à ester en justice. Ces droits peuvent fort opportunément durcir le préalable à la légalisation d'actions insuffisamment calibrées, mais ils peuvent aussi tourner en blocages vétilleux. Le psychologue René Macaire (dont la pensée mériterait tant d'être connue), réfléchissant à ces temps modernes où l'évolution des sciences et des techniques permet à de nombreuses catégories de personnes d'accéder à des libertés et à des droits dont elles avaient été jusque-là exclues, notait la paradoxale conséquence de l'augmentation d'un *parasitage des hommes entre eux, que ce soit volontaire ou involontaire de leur part* : *L'autre a maintenant de lui une conscience telle, qu'il pèse sur mes libertés, mon porte-monnaie, ma vie.* Mais posons un instant, comme principe d'espérance, que partenaires du dialogue et déci-deurs s'entendent pour initier des priorités salvatrices. Nous en savons assez, aujourd'hui, pour entre-deviner la suite politique : guerre des chefs, parasitage des oppositions, revirement des alliés en cas de baisse dans les sondages, ruses pour "attraper" la vague électorale porteuse, à quoi peuvent ajouter une affaire de mœurs par-ci, une fausse facture par-là, la ronde des procès et... tout est à refaire. D'où l'avis ironiquement amer de l'ancien Premier Ministre Michel Rocard : *Il faudrait une dictature pour imposer les mesures qui s'imposent...* Dieu nous en garde, mais on en est là : nos démocraties sont malades. Et pourtant, nul n'ose se jeter sciemment dans les bras d'un nouveau totalitarisme. A l'évidence, on trouve encore assez d'avantage aux actuelles structures, si étiolées soient-elles. Entre la mémoire historique des tragédies passées et l'exaspération présente devant les injustices, les mensonges et les impunités, qu'est-ce qui sera le plus fort ? Or, c'est la survie commune qui est en jeu. Mais voilà, engourdis par l'habitude, happés par les convoitises et ballotés par l'événement, nous manquons de perspicacité dans la lecture des événements pour spontanément corriger nos attentes, ajuster nos réclamations et relativiser nos frustrations. Manque fréquemment le sens de la mesure et des réalités ; souvent aussi - mais plus profondément - la soif du juste.

Et cependant... L'ambiance "procès" qui ronge les relations sociales, et qui va de pair avec cette passion pour les enquêtes policières dont parlent tant de films et de séries télévisées, indique paradoxalement un *besoin de vérité, et une certaine nostalgie de la morale*. La plupart des censeurs autorisés ont beau se hérisser devant ce mot, *nous baignons dans la morale*, notait Jankélévitch. N'est-ce pas au nom d'une certaine morale qu'on critique la morale, et qu'on fulmine contre ce qui ne va pas dans le monde ? Si donc, malgré tout ce qu'on en a dit, une réclamation morale parle dans les attentes des uns et des autres, fût-ce à travers l'indignation ou la révolte, c'est qu'il y a en elle un fonds inaliénable de justesse et de justice. Il faut alors reprendre les choses au point de départ : c'est *la trahison de la morale par ceux qui s'en prévalaient* qui a provoqué son discrédit au cours de l'histoire ; mais réduire ce discrédit à de piètres modèles est un peu court pour croire le débat clos. Si l'on veut retrouver les choses dans leur authenticité, il faut remonter à leur source, au lieu où l'eau est pure, non à l'endroit où elle se jette dans l'océan toute chargée de pollutions. Comprendons qu'un certain nombre de catastrophes sont nées d'équations simplistes : "Juif = Judas, Judas = traître" (antisémitisme), "Jésus = Eglise chrétienne, Eglise chrétienne = Tartuffe" (antichristianisme) ; un gouffre sépare Staline de Jaurès, qui se disaient tous deux "socialistes" (anticommunisme) - etc. Il faut lever un à un ces différents voiles, ce qui suppose une alliance de fond - on devrait même dire : une amitié - entre le savoir et l'honnêteté, sans qu'on se contente d'avalier le prémâché des sites Internet ou les élans pulsionnels des réseaux sociaux. Justice et courage ne vont pas sans une forme de culture, et la vraie culture réside dans cette alliance-là. L'essentiel se situe dans le cœur et l'esprit du citoyen, dans sa capacité à se mettre à distance de la violence de l'actualité, à s'assigner la tâche de bien démêler ses tenants et ses aboutissants - et, par-dessus tout, à refuser d'ajouter au "bruit" et à la "fureur" du monde - pour reprendre la percutante formule de Shakespeare.

De façon inattendue, les mathématiques nous fournissent une clé dans la "règle de trois" : le calcul d'un nombre $x + n$ à partir d'un nombre x n'est possible qu'en retrouvant au préalable la valeur de l'unité. De la même façon, quand une société s'emballe, s'ébrouer pour retrouver sens et entendement passe par le retour à soi, à la capacité d'inclure dans sa critique ce qu'on admet de sa propre expérience ou reconnaît de ses propres limites. Injures et représailles proviennent toujours du refus de tenir compte de ses propres failles. Les unes et les autres sont incapables de défendre une vérité ; au contraire, elles l'enfouissent. On devrait se rappeler ici la phrase de Lanza del Vasto : *Nul n'est devenu meilleur de ce qu'on a dit du mal de lui. A force de répliquer au dernier mensonge et à la dernière attaque par une attaque ou un mensonge encore plus gros, le règlement du problème se dégrade inévitablement en règlement de compte.*

Quand Voltaire mène son combat pour réhabiliter Calas, il le fait à l'appui de libelles éclairés pour susciter une "opinion publique". Son projet était de corriger l'aveuglement des juges et de trouver un biais pour que justice soit malgré tout rendue. Cette opinion publique était soeur de la Justice. Mais elle ne le demeure qu'autant que l'injustice est démontrée, et l'innocence réelle et complète. Hors de ce cas de figure, elle reste un agrégat de voix disparates qu'une démagogie peut toujours rendre versatiles. Les populismes actuels sont de cet ordre. Ils sont les fruits amers de la "démocratie d'opinion", dans lesquelles l'actualité repose moins sur les événements que sur les réactions de l'opinion à ces événements et le retour en boomerang de ces réactions sur la conduite de l'Etat - que celui-ci en profite à son tour (ou pas) pour instrumentaliser lesdites réactions. Or, en matière de vérité - quel que soit son domaine -, *la vérité est indépendante du nombre. Dans une démocratie, ce n'est pas le grand nombre qui fonde la vérité, c'est la vérité qui vaut d'être partagée par le grand nombre.* Qu'on se rappelle la réaction de Victor Hugo au plébiscite de 1851, qui approuvait par 92% des suffrages le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte : *Si demain on faisait approuver par 92% des français que 2 et 2 font 5, il n'en reste pas moins que 2 et 2 feront éternellement 4. Souvenons-nous aussi que l'opinion publique a été longtemps antidreyfusarde jusqu'à ce que Jaurès, Zola et Clemenceau aient remonté le courant. En clair, l'opinion publique n'est pas, par elle-même, une garantie de vérité et de justice. Elle ne l'est que si des défenseurs lucides et courageux ont su, à leurs risques et périls, la convaincre de la consistance de la vérité bafouée et de l'obligation de justice, en recourant à des moyens compatibles avec l'une et avec l'autre.*

Est-ce encore le cas aujourd'hui ? Les réseaux sociaux ont certes démultiplié les voix de l'opinion publique, mais à un point tel qu'on ne peut plus parler aujourd'hui que d'"opinions publiques", au pluriel. Et cela change tout : de caisses de résonance d'injustices avérées, elles deviennent de plus en plus des outils au service de factions ou de lobbies. Résultat, une foire d'empoigne où la confusion ne se dissipe pas. L'Affaire Calas et l'Affaire Dreyfus ont eu la singularité d'être nettes : les preuves de l'innocence étaient devenues telles, que l'enjeu était de savoir si l'on reconnaissait ou non l'innocence d'un condamné. De nos jours, nombre de causes n'ont pas cette netteté. Non qu'elles soient intrinsèquement fausses, mais leurs attentes et leurs implications contredisent les attendus et les implications d'autres causes, dotées elles aussi d'un coefficient de légitimité, si bien que leur cohabitation au sein de la société n'est pas du tout garantie, même sous le signe de la loi votée. Plus grave, les moyens employés (batailles de rue, harcèlement parlementaire, injures lancées non plus à un adversaire respectable mais à un ennemi diabolisé) rendent aléatoire le débouché politique. Il vaut la peine de relire ce passage de l'adresse de Zola à ses juges, à la fin de son procès de février 1898, avant que le jury ne se retire pour délibérer : *Messieurs, je vous connais, je sais qui vous êtes. Vous êtes le coeur et la raison de Paris. De mon grand Paris, que j'aime d'une infinie tendresse, que j'étudie et chante depuis bientôt quarante ans. Je vous vois dans vos familles, le soir, sous la lampe ; je vous vois causer avec vos amis ; je vous accompagne dans vos ateliers, dans vos magasins. Vous êtes tous des travailleurs ; les uns commerçants, les autres industriels, quelques-uns exerçant des professions libérales. Et votre très légitime inquiétude est l'état déplorable où sont tombées les affaires. Partout la crise menace de devenir un désastre, les recettes baissent, les transactions deviennent de plus en plus difficiles. De sorte que la pensée que vous avez apportée ici, la pensée que je lis sur vos visages, est qu'en voilà assez, et qu'il faut en finir. Vous n'en êtes pas à dire comme beaucoup : "Qu'importe qu'un innocent soit à l'Île du Diable ? Est-ce que l'intérêt d'un seul vaut la peine de troubler ainsi un grand pays ?" Mais vous vous dites tout de même que notre agitation, à nous les affamés de vérité et de justice, est payée trop chèrement par tout le mal qu'on nous accuse de faire. Et si vous me condamnez, Messieurs, il n'y aura que cela au fond de votre verdict : le désir de calmer les vôtres, le besoin que les affaires reprennent, la croyance qu'en me frappant, vous arrêterez une campagne de revendication nuisible aux intérêts de la France. Eh bien, Messieurs, vous vous tromperiez absolument. Veuillez me faire*

l'honneur de croire que je ne défends pas ici ma liberté. Pourquoi donc agirais-je ? Je n'ai derrière moi ni ambition politique ni passion de sectaire. Je suis un libre écrivain, qui a donné sa vie au travail, et qui rentrera demain dans le rang pour reprendre sa besogne interrompue. (...) Je n'ai pas voulu que mon pays reste dans le mensonge et l'injustice. On peut me frapper ici. Un jour, La France me remerciera d'avoir aidé à sauver son honneur. Zola s'exprime alors qu'il sait que les jeux sont faits. Telle est cependant sa dignité en s'adressant à ses juges... Les vrais "témoins de la vérité" sont ceux qui ne maudissent pas: ils assument les conséquences du scandale qu'ils ont provoqué pour défendre une innocence, sans jamais exhaler ni exalter de haine contre le camp responsable de l'injustice. Depuis Gandhi et Martin Luther King, cette attitude porte un nom : non-violence. Lorsqu'un scandale détraque une opinion publique, sa tâche est de travailler à supprimer le mal sans dégrader les êtres ni détruire les choses.

Car opinion publique et scandale sont intimement liés. Jadis et naguère, les scandales étaient assez rares parce qu'ils étaient étouffés, ou parce que l'opinion n'était pas prête à porter une action réparatrice. Mais ces dernières décennies, les scandales se sont multipliés au point de devenir une sorte de pain quotidien : pas de semaine sans de nouvelle polémique. Et quand un nouveau scandale éclate, c'est semble-t-il, dans l'esprit de ses initiateurs, avec l'arrière-pensée de voir l'opinion publique s'en emparer pour assurer la promotion du camp "lésé", mais dans une fureur polémique qui aggrave l'empoignade sans dénouer le problème. Tout se passe comme si l'on attendait de l'opinion qu'elle avale le scandale pour le digérer comme une enzyme gloutonne, pour restituer au pays un beau linge propre. A voir la fréquence de ce type de scandale, on peut se demander quelle quantité de poison une opinion publique peut censément digérer, avant de n'en plus pouvoir. Les énormes abstentions constatées dans les dernières élections ne tiendraient-elles pas un peu, aussi, à ce gavage ?...

Ceci pour montrer que s'aligner sur l'opinion publique (ce que Zola ne fait pas) n'est pas en soi la marque d'une vigilance démocratique. Ce peut être le cache-misère d'une peur des foules que, pour cela, on calme en rusant avec leurs appétits (et aucun d'entre nous ne peut certifier qu'il échappe à tout coup à ce type d'attraction). Les foules peuvent avoir raison ou tort, selon le contenu du problème qui les agite. D'autant qu'il y a loin de la "foule" au "peuple". Celle-ci peut représenter un ensemble pacifique (cohue de chalands dans un grand magasin, vacanciers sur la plage), mais aussi un rassemblement mû par un intérêt subit, souvent coagulé par un leader, et toujours susceptible de se transformer en meute (voir les analyses décisives d'Elias Canetti dans *Masse et Puissance*) ; celui-là constitue une communauté de sujets ou de citoyens réunis par des lois et des principes de légitimité qui encadrent son existence et contribuent à son identité. Le premier état est toujours susceptible de passer dans le second, mais une habile et ferme gestion des mouvements de foule peut toujours ramener l'état de foule violente à l'état de peuple, que ce soit pour le meilleur (à Rome, l'institution d'un tribun de la plèbe pour calmer la fureur de la plèbe, retirée sur l'Aventin, contre l'aristocratie régnante), ou pour le pire (le régime nazi succédant à une République de Weimer mourante, ou le régime soviétique après l'effondrement du régime tsariste et la guerre civile). Cela ne tient pas nécessairement au fait que "la nature a horreur du vide", mais l'excès de désordre est aussi redoutable que l'excès d'ordre - produit à la longue une fatigue qui ramène inévitablement à l'ordre par mécanisme de bouc émissaire interposé, ou du fait de l'habileté d'un chef charismatique - l'habileté de ce dernier tenant à une bonne intuition dudit mécanisme. Ne pas voir que le cycle "ordre-désordre" est le moteur souterrain véritable de la vie politique et sociale est, soit naïveté, soit un signe qu'on se trouve soi-même pris dans la spirale des polémiques. Le premier pas vers une décrue de la violence, c'est de sortir de l'orbite d'une foule excitée. Non pour retirer son épingle du jeu, mais dans le saisissement d'une prise de conscience que son projet fondamental rend étranger à toute envie parallèle d'avantages et de gloire.

Pour préciser ce dernier point, un autre texte vaut ici d'être évoqué : l'épisode biblique de *La femme adultère*, dans l'Evangile de Jean. Selon la loi de Moïse, une foule s'apprête à lapider une femme surprise en flagrant délit d'adultère. Comme cette foule cherche aussi à provoquer Jésus (qui annonçait accomplir la loi de Moïse, mais recommandait de "tendre l'autre joue" en cas de violence), elle le met au défi de répondre de cette contradiction sous peine d'apparaître comme un faux prophète. C'est là qu'après s'être baissé, il se relève en disant : *Que celui d'entre vous qui se sent sans péché lui jette la première pierre.* La phrase interpelle la foule, défiant silencieusement chacun de laisser croire, jetant sa pierre, qu'il se juge indemne de tout reproche. Au lieu d'être une provocation publique, elle renvoie chacun à son for intérieur, ce qui lui évite la honte devant les autres, et laisse à

sa conscience le temps de se déplier. Or, dit le texte, un à un les gens se retirèrent, laissant la place vide, et Jésus seul en face de la femme... L'examen de conscience individuel a ici réussi, alors que ces hommes formaient une foule excitée. Il était là, le défi - le vrai -, car toute foule excitée communique à ses membres un sentiment de protection et de force extrahumaine qui pousse chacun aux dérivées les plus folles - c'est même ce type de situation qui fait passer de la foule à la meute. Ici, le sentiment "éprouvé en silence" aboutit à un geste de renonciation : la reprise en main de chacun par lui-même a délité le groupe ; la foule se sépare en tant qu'agrégat de lyncheurs potentiels, le désir de lapidation ayant disparu. L'exécution a été évitée, non du fait de l'Etat ou des forces de polices, mais parce que chacun des lyncheurs a revu en "flash" ses propres failles : sur le plan des moeurs, aucun d'eux ne se distinguait fondamentalement de la femme adultère. Le reconnaître en son for intérieur a fait lâcher la pierre, interrompant, momentanément mais de façon décisive, le cycle de la violence - et avec elle, de la comédie humaine.

Nul besoin d'être croyant pour entendre ce qui se dit ici de très concret et d'humainement fort. Rapproché du propos de Zola, ce texte dit un rapport aux autres et au monde dont nous devrions tous nous inspirer pour travailler au "monde d'après" qui nous préoccupe. Il s'agit de remettre en cohérence et en concordance la valeur des causes défendues, la conscience civique des individus engagés et la tenue pacifique des foules mobilisées.

Car il faut "y aller". Le virus n'est pas enrayé, mais ses dégâts médicaux sont très inférieurs à ses conséquences économiques et sociales. Inversement, ses 600 000 victimes planétaires actuellement recensées semblent infimes en regard des 50 millions de morts de la peste noire et des 80 millions de la grippe espagnole. On devrait donc se réjouir des efforts de nombreux Etats pour sauver le plus de monde possible, fût-ce au prix d'un suspens temporaire de l'économie. Autre fait remarquable, la planète a respiré ! La pollution de l'air a vertigineusement décliné dans les pays industrialisés, et des animaux ont reparu dans nos villes, profitant de l'aubaine pour "déconfiner". S'il fallait encore une preuve du lien entre l'activité humaine et les périls environnementaux, elle est là, flagrante. Il faut donc se retrousser les manches, mais se les retrousser les yeux ouverts en faisant un pas hors du ressentiment et de la haine.

Devant l'ampleur de la crise et l'urgence des solutions, les réponses ont besoin du poids et de l'onction de l'Etat ; en ce sens, elles ne peuvent qu'être politiques. Mais cela demeurera inopérant si ne perce pas, à tous les niveaux, un nombre significatif de personnes en mesure de vivre l'état d'esprit qu'on a circonscrit et illustré d'exemples. Sous peine de voir persister ou s'aggraver les actuelles dérivées, plus que de s'abandonner au seul jeu des administrations et des lois, plus encore que de s'aligner sur les moeurs politiques, médiatiques et civiques actuellement dominantes, doit être redécouverte par chaque jeune, chaque adulte, chaque homme politique, chaque commerçant, chaque industriel, chaque enseignant, chaque...etc., la valeur d'une parole et d'une attitude capables de répondre aux questions suivantes :

1. Où réside la part de vérité des propos et des actions de mon adversaire ?
2. Ai-je situé les tenants et aboutissants du dossier que je défends, ainsi que ses interférences avec les éléments de légitimité d'autres causes ?
3. Est-ce que je vis dans ma vie les valeurs et les qualités que j'exige des autres ?
4. Les droits que je réclame relèvent-ils de la seule justice, ou d'une compétition avec des groupes rivaux ?
5. Quels buts doit servir la liberté particulière que je réclame au législateur ?
6. Mes projets, mes désirs pour lesquels je me bats, relèvent-ils de l'indispensable ?
7. En sais-je assez sur moi-même pour savoir si je peux éprouver bonheur et plénitude en dehors du "tout consommation" ? Et si je le ressens, par quels chemins y tendre ?

Il y a du pain sur la planche. Car du fait que le confinement a été subit et contraignant, il a été globalement vécu comme "le tout de la crise". Trois mois de suspens, soit ; mais après, zut !...A preuve, la multiplication des indisciplines et l'extension des foyers de contagion. Or, confirmant l'avis de nombreux médecins, nous commençons à pressentir qu'il ne s'agit peut-être que d'un épisode. Et à voir sa facture sur le plan psychologique, économique et social, on peut s'inquiéter de la suivante. Or, c'est bien cette catastrophe qui nous est tombée sur la tête, et non la déflagration nucléaire, à la fois combattue et entretenue par la course aux armements des années 1950-1960. Il est vrai que jusqu'ici cette déflagration n'a pas eu lieu *en tant qu'événement historique* ; mais on l'a frôlée d'un cheveu à de multiples reprises. L'opinion semble l'ignorer, ou veut l'ignorer. Or l'actuelle crise sanitaire est d'une

échelle incomparablement plus faible que celle d'une catastrophe nucléaire, civile ou militaire. Sans excéder la raison, rien tout de même n'interdit de penser qu'après Tchernobyl et Fukushima, cette crise constitue un autre avertissement sans frais. A changement d'échelle de danger, changement d'échelle dans la valeur et l'effcience des attitudes humaines. C'est ce noeud de problèmes qui porte le présent effort de réflexion.

En fait, le monde a aujourd'hui moins besoin de révolution que de purification. Pour ne pas ajouter à la pollution des choses, il s'agit moins d'*inventer*, ou de *réinventer*, que de *redécouvrir*. A côté du travail avec les autres, et du travail pour les autres, c'est un *travail sur soi* qui rendra à nos sociétés leur raison d'être, leur avenir, leur âme. Montherlant n'avait pas tort de dire : *Je ne fais pas beaucoup de cas de celui qui, en temps de guerre, défend un pays qu'il a contribué à affaiblir par mille coups d'épingle en temps de paix. N'attendez pas la guerre pour bien agir en temps de paix, si vous aimez la paix.* **Plus que jamais, l'essentiel demeure ce que Camus avait posé dans son discours de Suède, en 1957 :** *Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse.* **La vie - notre vie - est cet enjeu. Ce jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?...**
Christian NARDIN (Strasbourg, avril-juillet 2020)